

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/SC/12/Suppl.2

26 février 1998

(98-0630)

Commerce des services

BOLIVIE

Liste d'engagements spécifiques

Supplément 2

(Seul le texte espagnol fait foi)

Le texte ci-joint est inséré dans le document GATS/SC/12 dont il constitue la section relative aux services financiers.

BOLIVIE
LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. <u>SERVICES FINANCIERS</u>			
Les engagements inscrits dans la présente section prévalent en cas d'incompatibilité avec la section relative aux engagements horizontaux.			
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u>	<p>Dans tous les cas, les activités et le fonctionnement des compagnies d'assurance, intermédiaires et fournisseurs de services auxiliaires sont subordonnés à une autorisation expresse préalable de l'Inspection générale des assurances.</p> <p>Les compagnies d'assurance doivent se doter en Bolivie d'un capital dont le montant est fixé par l'Inspection générale des assurances et réassurances, et investir leur capital et leurs réserves dans les domaines et selon les conditions établies par les lois et réglementations pertinentes.</p>	Les compagnies étrangères doivent présenter leur comptabilité aux organismes nationaux compétents indépendamment de leur société mère.	
a) Assurance directe (y compris coassurance):	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
1) Assurance-vie et assurance de personnes	2) Non consolidé	2) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2) Assurance autre que l'assurance-vie et l'assurance de personnes	<p>3) Néant, excepté que les fournisseurs étrangers doivent s'établir en tant que succursales ou sociétés constituées légalement dans le pays.</p> <p>La décision concernant le droit d'établissement sera prise compte tenu des avantages économiques pour le pays et des besoins particuliers du marché national de l'assurance.</p> <p>Les fournisseurs doivent adopter exclusivement les formes juridiques suivantes:</p> <p>a) sociétés anonymes constituées dans le pays ou à l'étranger;</p> <p>b) coopératives et mutuelles.</p> <p>Les agences et bureaux de représentation sont interdits. Les termes "succursales", "agences" et "bureaux de représentation" doivent s'entendre tels qu'ils sont définis dans la législation nationale.</p>	3) Non consolidé	
b) Réassurance et rétrocession	<p>4) Non consolidé</p> <p>1) Néant, excepté que l'enregistrement auprès de l'Inspection générale des assurances et réassurances est obligatoire.</p>	<p>4) Non consolidé</p> <p>1) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Intermédiation en assurance	1) Activités de courtage et d'agence	2) Néant, excepté que l'enregistrement auprès de l'Inspection générale des assurances et réassurances est obligatoire.	2) Néant	
		3) Comme pour les compagnies d'assurance directe.	3) Néant, excepté qu'un montant minimal est fixé quant au capital et aux réserves dont les succursales doivent disposer dans le pays pour leurs opérations.	
		4) Non consolidé	4) Non consolidé	
		1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Courtage en réassurance	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
		3) Néant	3) Non consolidé	
		4) Non consolidé	4) Non consolidé	
		1) Néant, excepté que l'enregistrement auprès de l'Inspection générale des assurances et réassurances est obligatoire.	1) Non consolidé	
		2) Néant, excepté que l'enregistrement auprès de l'Inspection générale des assurances et réassurances est obligatoire.	2) Non consolidé	
		3) Néant	3) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services auxiliaires de l'assurance	4) Non consolidé	4) Non consolidé	
1) Expertise et règlement des sinistres, enquête sur dommages et services similaires	1) Néant, excepté que l'enregistrement auprès de l'Inspection générale des assurances et réassurances est obligatoire.	1) Néant	
	2) Néant, excepté que l'enregistrement auprès de l'Inspection générale des assurances et réassurances est obligatoire.	2) Néant	
	3) Néant	3) Non consolidé	
	4) Néant	4) Néant	
2) Services de consultation, services actuariels, services d'audit, services d'évaluation et de classification des risques et autres services	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Néant	3) Non consolidé	
	4) Non consolidé	4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exception de l'assurance et des services relatifs aux valeurs mobilières):</p> <p>En Bolivie, les activités d'intermédiation financière et les services financiers auxiliaires sont fournis par l'intermédiaire d'entités constituées légalement et agréées sur le territoire national, qu'elles soient nationales ou étrangères. L'organe de l'Etat qui est légalement habilité à approuver la constitution de ces entités et qui autorise le fonctionnement des établissements financiers et des établissements de services auxiliaires est l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p> <p>Les termes "intermédiation financière", "services financiers auxiliaires", "succursale d'une banque étrangère", "agence d'une banque étrangère" et "bureau de représentation" doivent s'entendre tels qu'ils sont définis dans la législation.</p>	<p>3)</p> <p>La présence commerciale d'établissements financiers étrangers est possible, conformément à la législation nationale, selon quatre modalités:</p> <p>a) constitution d'une société anonyme, quel que soit le pourcentage d'actionnaires étrangers, simplement dénommée établissement financier bancaire, établissement financier non bancaire ou établissement financier de services financiers auxiliaires;</p> <p>b) création d'une succursale d'établissement financier étranger;</p> <p>d) création d'une agence d'établissement financier étranger; d) création de bureaux de représentation.</p> <p>Un montant minimal est fixé quant au capital et aux réserves dont les succursales d'établissements financiers doivent disposer dans le pays pour leurs opérations conformément aux dispositions de la législation en vigueur.</p>		
	<p><u>Tous les sous-secteurs figurant dans la présente section</u></p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public	<p>Les activités des bureaux de représentation, une fois agréés par l'Inspection générale des banques et établissements financiers, sont limitées à la promotion de services et de transactions.</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les agences de banques étrangères ne peuvent fournir de services de ce type qu'à des non-résidents</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire et financement de transactions commerciales	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
c) Crédit-bail, affacturage, caisses générales de dépôt et bureaux de change	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Les services financiers complémentaires et/ou auxiliaires des établissements financiers en Bolivie doivent être fournis par l'intermédiaire d'entités établies légalement sur le territoire national.	3) Néant		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Les services financiers complémentaires et/ou auxiliaires des établissements financiers en Bolivie doivent être fournis par l'intermédiaire d'entités établies légalement sur le territoire national.	3) Néant		
e) Garanties et engagements	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Les entités qui fournissent des services de garanties et d'engagements en Bolivie doivent se conformer aux dispositions de la législation en vigueur.	3) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
<p>C. <u>Services relatifs aux valeurs mobilières:</u></p> <p>La Loi sur le marché des valeurs mobilières porte sur le marché boursier et le marché hors cote des valeurs et régit l'offre publique, l'intermédiation en valeurs mobilières, la bourse des valeurs, les sociétés de bourse, les administrateurs de fonds, les fonds de placement, les sociétés de titrisation, la titrisation, les sociétés d'évaluation des risques, les émetteurs, les établissements de garde de valeurs mobilières ainsi que les autres activités exercées et les autres personnes physiques ou morales opérant sur le marché des valeurs de la République de Bolivie.</p>			
<u>VALEURS MOBILIERES</u>			
f) Opérations pour compte propre (dans le cadre d'une réglementation spéciale) ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse ou sur un marché hors cote, sur:	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
- Instruments financiers du marché des valeurs mobilières prévoyant des opérations des types suivants:	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
- Instruments financiers du marché des valeurs mobilières prévoyant des opérations des types suivants:	3) Conformément aux dispositions du Code de commerce, les sociétés constituées à l'étranger qui envisagent de s'établir en Bolivie pour réaliser des opérations en bourse doivent s'établir dans le pays en tant que sociétés anonymes, disposer d'un capital initial, répondre aux prescriptions énoncées dans la législation et être enregistrées et agréées par l'Inspection générale des valeurs mobilières en tant que sociétés de bourse.	3) Néant	
Achat et vente; Adjudication; Report; Opérations avec des fonds communs de placement; Autres instruments financiers.	4) Les opérations sur le marché des valeurs mobilières doivent être effectuées par l'intermédiaire d'une société de bourse (intermédiaire financier).	4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Participation à tout type d'émissions de valeurs mobilières, y compris garantie et placement dans le public ou à titre privé et prescription de services relatifs à ces émissions.	1)	Non consolidé	1) Non consolidé	
	2)	Non consolidé	2) Non consolidé	
	3)	Les émissions sont assujetties aux dispositions adoptées par l'Inspection générale des valeurs mobilières à partir de la négociation de l'enregistrement de nouvelles valeurs mobilières. Pour l'émission par offre publique, l'émetteur doit être enregistré.	3) Néant	
	4)	Non consolidé	4) Non consolidé	
i) Services de conseil et d'information en matière d'intermédiation sur valeurs mobilières	1)	Non consolidé	1) Non consolidé	
	2)	Non consolidé	2) Non consolidé	
	3)	Pour fournir des services de conseil financier, de gestion de portefeuille et autres services, les sociétés de bourse (intermédiaires) doivent être constituées en sociétés anonymes en Bolivie, être agréées par l'Inspection générale des valeurs mobilières, être membres de la bourse des valeurs appropriée et avoir un capital versé égal ou supérieur au montant minimal fixé dans la réglementation en fonction du type d'opérations réalisées.	3) Néant	
- Services de conseil financier;				
- Gestion de placements en valeurs mobilières;				
- Intermédiation sur valeurs mobilières;				
- Représentation de sociétés de bourse étrangères et de				

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
personnes constituées en sociétés à l'étranger opérant sur le marché des valeurs mobilières;	Titrisation: Les services doivent être fournis par une société anonyme agréée par l'Inspection générale des valeurs mobilières.		
- Offres publiques pour le compte d'émetteurs.	4) Non consolidé	4) Non consolidé	
j) Liquidation et compensation afférentes à des actifs financiers, y compris les valeurs mobilières	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les établissements de garde ont pour objet la fourniture de services de dépositaire de valeurs mobilières ainsi que de services de compensation et de liquidation afférents aux opérations sur valeurs mobilières. Ils doivent être constitués en sociétés anonymes.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
	4) Non consolidé	4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Risques et cote de crédit. Analyse d'investissements et de placements (avis sur les valeurs émises dans le public)	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Les sociétés d'évaluation des risques ont pour objet l'évaluation des valeurs mobilières en fonction du niveau de risque qui leur est associé sur le marché des valeurs mobilières et doivent être agréées par l'Inspection générale des valeurs mobilières conformément à l'article 62, titre VI, de la Loi sur le marché des valeurs mobilières.	3) Néant	
	4) Non consolidé	4) Non consolidé	